



Bringing Organisations & Network Development
to higher levels in the Farming sector in Europe

LE PROJET BOND Nouvelles solutions pour l'action collective

Approches collectives de la gestion des terres

L'avenir de la nourriture et des paysages européens

Illustration 1

Conseil éditorial :

Centre for Academic Writing, Coventry University
Catalina Neculai et George Ttoouli

Auteurs :

Jyoti Fernandes (Coordinating Group Campaigns and Policy Coordinator
au LandWorkers' Alliance, Royaume-Uni.)
Kathryn A. Miller (Independent science consultant based in Devon, Royaume-Uni.)

Contributeurs :

Lars Veraart, Andrea Ferrante, Laura Balázs, Lindy Binder.

Révisions :

Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture
Mariagrazia Rocchigiani and Francesca Carpano
Coventry University
Angela Hilmi

Citation suggérée

Miller, K. A. & Fernandes, J. Collective Approaches to Land Management.
La LandWorkers Alliance et le projet BOND UE (2020).
La responsabilité des informations et des points de vue exposés
dans ce rapport incombe entièrement aux auteurs.

L'Agence et la Commission ne sont pas responsables de l'usage qui pourrait être fait des informations qu'elle contient.

Ce rapport fait partie du projet BOND qui a reçu un financement du programme de recherche et d'innovation Horizon 2020 de l'Union européenne dans le cadre de la convention de subvention n° 774208.

Conception et mise en page Cristina Canestrelli- Francesca Lucci
Juillet 2020 Rome, Italie

Table des matières

Introduction	4
Études de cas.....	6
Études de cas 1 : Roumanie – Gestion de la terre en tant que bien commun.....	6
Les terres communes à Alunișu sur les 100 dernières années.....	7
L’avenir.....	9
Étude de cas 2 : Ecosse – Action collective pour l’accès aux terres	11
Action collective créant des réseaux de fiducies foncières à travers l’Europe	12
Étude de cas 3: Italie - Action collective pour la régénération régionale	14
Innovation durable	14
Un problème de fou	16
Maintenir les vieilles traditions en vie	16
Perspectives d’avenir.....	17
Étude de cas n° 4 : Royaume-Uni - Collaboration des réseaux de rétablissement de la nature du niveau local au niveau européen pour restaurer la biodiversité	19
La crise de la biodiversité.....	19
La politique britannique en matière d’environnement dans les programmes de gestion des terres	20
Créer un réseau pour la nature	21
Amener les réseaux au niveau local	21
Étude de cas 5 : Hongrie - Forêts soutenues par la Communauté.....	24
La structure organisationnelle	24
Les moyens de renforcer notre communauté	25
La bonne espèce au bon endroit, au bon moment, avec le bon suivi.....	26
Des plans positifs pour l’avenir.....	27
Étude de cas 6 : Pays-Bas - Gestion des terres à l’échelle du paysage par une association de petits agriculteurs	28
Négociation collective.....	28
Travailler avec la nature	29
Protéger les connaissances traditionnelles.....	30
Conclusion.....	32

Rapport de synthèse

Afin de relever les défis environnementaux, sociaux et économiques croissants auxquels l'humanité est confrontée en raison des effets du changement climatique et d'autres crises, il est nécessaire de mettre en avant - et de développer - les bonnes pratiques agroécologiques et autres pratiques durables. Pour y parvenir, l'autonomisation de l'organisation axée sur l'agriculture sous la forme d'une action collective - organisée et menée par un groupe de personnes - peut constituer une alternative de travail. Cette publication présente un certain nombre de formes différentes d'action collective dans le but de fournir une meilleure compréhension de leurs contextes, opérations, défis et opportunités spécifiques soutenus par les activités menées dans le cadre du projet BOND (Bringing Organisations and Network Development to higher levels in the Farming Sector in Europe). Le rapport souligne que la mise en réseau, le partage d'expériences, le renforcement des capacités et une éducation adaptée aux besoins des acteurs agricoles utilisant des méthodes participatives avec une approche multipartite et interdisciplinaire sont essentiels pour accélérer la transition vers un système agroalimentaire plus durable, équitable et respectueux de l'environnement. Enfin, le rapport aide également les décideurs des deux pays en fournissant des recommandations politiques formulées par les agriculteurs et d'autres acteurs connexes (chercheurs, membres d'organisations de la société civile, etc.) - portant par exemple sur les pratiques agricoles régénératives, les marchés publics écologiques et l'économie sociale - comme moyens de promouvoir l'utilisation généralisée de pratiques et de mesures durables et de créer un environnement favorable à la transition et à la régénération de nos systèmes alimentaires.

Introduction

La terre est la source commune de richesse pour l'ensemble de l'humanité. Toute personne qui possède une terre a accès à l'énergie, à l'eau, à la nourriture, à un abri, à la guérison, à la sagesse, aux ancêtres et à une tombe.

Pourtant, la terre est plus qu'une armoire à outils ; bien qu'elle donne, elle dicte ses conditions, et ses conditions varient d'un endroit à l'autre. C'est ainsi que l'agriculture engendre la culture humaine ; et la diversité culturelle, tout comme la diversité biologique, fleurit en obéissant aux conditions que la terre impose. La gestion des terres doit être ancrée dans le local, mais nous devons réfléchir globalement.

La terre et ses ressources sont de plus en plus contestées. Six milliards de personnes se disputent l'acquisition de terres à des fins diverses et conflictuelles : alimentation, eau, énergie, bois, puits de carbone, logement, faune et flore, loisirs, investissements. Nous vivons tous ensemble sur une planète densément peuplée où nous devons trouver un équilibre entre la nécessité de nourrir tous les habitants de cette génération et des générations futures avec des aliments nutritifs en quantité suffisante, tout en laissant de la place aux espèces sauvages et en atténuant les effets du changement climatique.

Une approche collective de la gestion des terres est plus importante que jamais : nous devons réfléchir ensemble à qui en est propriétaire, comment elles sont gérées, qui y a accès et comment protéger et restaurer les terres afin qu'elles soient financièrement viables sur la base de biens publics.

Une approche collective

La gestion des terres en Europe a évolué au fil des siècles. Au cours des dernières décennies, la gestion conventionnelle des terres a comporté des contrats entre un agriculteur individuel et un État. Une autre façon de gérer les terres est une approche collective, qui implique généralement de multiples parties prenantes et peut apporter des avantages sociaux et économiques accrus. Des approches collectives dans lesquelles les agriculteurs, les producteurs, les communautés locales et les autorités collaborent peuvent fonctionner pour le bien commun de la société, de la biodiversité et de l'environnement.

Ce rapport met l'accent sur cinq approches collectives différentes des systèmes agricoles et de gestion des terres, allant des méthodes traditionnelles aux méthodes progressives. Chaque approche est illustrée par une étude de cas et comprend des « comment faire » et des suggestions politiques pour aider ceux qui souhaitent se lancer dans des projets semblables. Les études de cas présentées sont des exemples de la manière dont les agriculteurs et les producteurs innovants à travers l'Europe s'adaptent à des situations changeantes et parviennent à exploiter les terres. Il est important de noter que, bien que les études de cas soient menées dans des pays différents et à des échelles et dans des paysages différents, elles favorisent toutes un sentiment de collaboration entre les agriculteurs et les communautés locales. Les exemples d'études de cas décrivent comment les villageois des montagnes de Transylvanie, en Roumanie, travaillent ensemble pour élever du bétail sur des terres

communes ; une fiducie foncière française qui aide les nouveaux venus dans l'agriculture ; les bio-communes italiennes ; les petits producteurs laitiers des Pays-Bas qui ont formé un groupe pour protéger leurs fermes et leur mode de vie ; la façon dont la vision d'un Hongrois qui consiste à planter un arbre pour chaque citoyen de son pays devient une réalité ; et le projet naissant de réseau de restauration de la nature au Royaume-Uni.

Les études de cas visent à montrer que l'adoption d'une vision globale de la gestion des terres en Europe est essentielle pour assurer la sécurité alimentaire et établir un environnement résistant au climat et une biodiversité florissante. La protection des écosystèmes figure en bonne place dans le programme de l'UE, comme en témoigne la publication de la stratégie de l'UE en faveur de la biodiversité pour 2030¹. Dans les années à venir, il faudra s'attaquer aux principaux facteurs de perte de biodiversité, tels que le changement d'affectation des terres, la pollution et le changement climatique. Encourager les pratiques agricoles durables permettra d'y faire face et apportera des avantages supplémentaires, notamment la création d'emplois, la résistance au changement climatique, la restauration des populations de pollinisateurs et la santé des sols.

La pandémie actuelle de coronavirus nous a appris l'importance du développement durable dans la gestion des terres et les avantages qui peuvent être apportés aux communautés par les réseaux alimentaires locaux avec de courtes chaînes alimentaires et l'accès à des espaces verts pour les loisirs. Elle nous a aussi montré l'importance de travailler ensemble dans un esprit de solidarité en tant que communauté pour survivre à une crise. Les agriculteurs et éleveurs ont fait preuve d'une remarquable résilience et d'une capacité à changer rapidement pour répondre au changement des demandes des consommateurs en travaillant ensemble. L'unification des thèmes parmi ceux qui sont présentés ici comprennent la volonté de s'adapter et d'évoluer pour changer les situations, une ouverture d'esprit pour essayer de nouvelles idées, et la confiance pour collaborer et impliquer d'autres personnes, comme la communauté locale et les groupes non agricoles, comme les écoles.

Le monde fait actuellement face à une crise du climat et de la nature, où la gestion durable des terres a pris un nouveau niveau d'importance. Chaque village, ville, métropole et région doit gérer précautionneusement les terres pour produire de la nourriture, du combustible et des fibres, pour restaurer la biodiversité, réduire les émissions de carbone et mettre les personnes en contact avec la nature pour répondre à l'urgence écologique.

Ce grand défi exige une action collective d'une ampleur jamais vue dans l'histoire. Ces études de cas fournissent de précieuses informations. Nous pouvons apprendre et être inspirés et, ensemble, nous pouvons relever le défi.

¹ Commission européenne, Stratégie de l'UE pour la biodiversité à l'horizon 2030. Publié le 20 mai 2020.

Etudes de cas

Etudes de cas 1 : Roumanie – Gestion de la terre en tant que bien commun

La gestion des pâturages de foin traditionnels sur les biens communs du village et la fabrication de fromage à Alunișu, un village situé dans les montagnes roumaines de Transylvanie sont un exemple d'une approche communautaire vers la gestion des terres en tant que bien commun. Lars Veraart, co-fondateur de Provision Transylvanie, une ferme et un centre d'apprentissage pour l'agroécologie et la non-violence, est un nouvel agriculteur du village. Lars explique comment il travaille avec les systèmes de gestion des terres traditionnels en raison de leur importance pour la préservation de la diversité des prairies et de la vie du village.

Les anciennes traditions de la gestion commune de grandes parcelles de terres que l'on voit ici peuvent servir d'exemple de pratiques d'agriculture agroécologique moderne.

Le village d'Alunișu (en Roumanie) et de Magyarókeréke (en Hongrie) est situé en Transylvanie, au nord-est de la Roumanie. A 650 mètres d'altitude, Alunișu possède un climat montagnard continental typique avec des hivers froids, des printemps humides et des étés chauds et surtout secs. La saison des pâturages pour les animaux commence fin avril et dure jusqu'à fin décembre.

En 2020, Alunișu compte environ 100 habitants, dont un tiers est d'origine roumaine et deux tiers sont d'origine hongroise (plus trois nationalités étrangères, y compris l'auteur de cette étude de cas). En 1940, il y avait plus de 750 habitants. A l'époque communiste, le nombre a diminué drastiquement car beaucoup d'agriculteurs ont été envoyés dans les usines en ville. A la fin de cette période (décembre 1989), il ne restait plus que 200 villageois.

Depuis lors, le village a connu une décroissance constante de la population, principalement car les jeunes partaient (à présent de grès) pour la ville ou partaient à l'étranger. Le nombre d'animaux a aussi décliné. En 1985, il y avait 200 vaches, 100 chèvres, 350 moutons et 180 cochons. Actuellement, les paysans d'Alunișu possèdent ensemble environ 15 vaches, 10 chèvres, 50 moutons et 25 cochons.

Les terres agricoles autour du village (750 hectares) sont toujours partiellement exploitées par les agriculteurs locaux et constituent la propriété privée de ceux-ci. Quelques centaines d'hectares de champs autour du village (la superficie exacte est inconnue et augmente tous les ans) ont été achetés à l'usage d'un grand élevage de moutons, qui élève des milliers de moutons pour la viande destinée à l'exportation vers le Moyen-Orient.

Certaines des terres autour du village sont utilisées en tant que bien commun. Les biens communs sont définis comme les terres que les communautés rurales possèdent et utilisent collectivement conformément aux normes dérivées de la communauté². Environ 10% de la

² Sutcliffe, L. M. E., Paulini, I., Jones, G., Marggraf, R., & Page, N. Utilisation des biens communs pastoraux en Roumanie et le rôle de la politique agricole commune. *International Journal of the Commons*, 7, 58-72 (2013).

superficie agricole utilisée en tant que bien commun. Au lieu d'acheter ou de louer leurs propres terres de pâturages, des petits groupes d'agriculteurs et paysans ont envoyé leur bétail pour qu'ils puissent paître ensemble sur ces terres.

Ces groupes contribuent à l'entretien et aux besoins financiers des terres communes en échange de l'accès aux terres pour leurs animaux. Sans cet accès aux terres communes, il leur serait impossible de garder leurs animaux en raison des coûts liés à la possession ou à la location de suffisamment de terres pour être propriétaire à titre individuel.

Les terres utilisées en tant que biens communs du village (environ 60 hectares) constituent les contreforts de la montagne d'Horaita (1.078 m), ne sont pas faciles d'accès pour la culture par équipement mécaniques. Elles sont donc utilisées comme pâturages pour les animaux qui sont la propriété des agriculteurs locaux. La plupart des pâturages communs sont la propriété privée de nombreux ménages différents et un accord est passé pour utiliser les terres comme les biens communs du village. À Alunișu, cet accord est conclu sans aucune association officielle ni entité juridique, mais oralement entre les personnes qui vivent dans le village. L'accord est réévalué annuellement lors d'une réunion annuelle en personne. D'autres villages de la région choisissent des entités légalement établies pour gérer les terres communes.

Les terres communes à Alunișu sur les 100 dernières années

Avant le régime communiste, les terres communes étaient partiellement utilisées pour le pâturage commun et partiellement pour la culture de blé. Pendant l'époque communiste, la collectivisation forcée des terres et des animaux a sapé l'usage autonome des terres communes.

La collectivisation a débuté à Alunișu dans les années 1960. Certains agriculteurs ont adhéré de pleins grés à cette idée, tandis que d'autres ont été forcés. La situation a généré de la méfiance envers le gouvernement et aussi entre les membres de la communauté. Cette même méfiance continue à compliquer de potentielles formes de coopération, telles que la création d'une entité légale dédiée pour la préservation des terres communes.

De 1990 à 2016, un éleveur de moutons d'un village aux alentours a loué les terres communes de la communauté pour son propre troupeau ainsi que le troupeau des villageois (voir ci-dessous comment cela a fonctionné et comment cela continue à fonctionner). Un autre éleveur a été embauché par les villageois pour élever leurs vaches.

Chaque matin au lever du soleil, l'éleveur se promène à travers le village et chaque fermier lui donne leur(s) vache(s) (quatre maximum par foyer). La traite a été faite au préalable. Le berger parcourait les terres communes jusqu'au coucher du soleil, où il les ramenait l'estomac et les pis pleins. Les vaches trouvaient leur propre étable, à l'arrière de la maison de chaque paysan, étaient traitées et passaient la nuit à l'intérieur. Cela commençait le 24 avril (jour de la Saint Georges en Roumanie) et se poursuivait jusqu'au 6 décembre (jour de la Saint Nicolas), ou s'arrêtait plus tôt les années où la neige arrivait tôt.

Le pâturage traditionnel

Ce système a fonctionné jusqu'à ce que le nombre de vaches diminue à un point tel que les quelques paysans qui gardaient encore une vache familiale ne pouvaient pas se permettre d'assumer les coûts d'un berger pendant tout l'été. À Alunișu, ce moment est arrivé en 2016.

En 2020, les 15 vaches qui restent sont enfermées sur une partie des terres communes par une simple clôture électrique. Les propriétaires y conduisent leur vache le matin et viennent la chercher le soir. Le reste des terres communes est utilisé par un petit éleveur de moutons qui vit dans un village plus haut dans les montagnes et qui installe son troupeau de moutons à Alunișu vers le 24 avril.

L'éleveur de moutons reste avec son troupeau jusqu'à l'arrivée de l'hiver. Il paie un loyer d'environ 900 euros à la communauté pour l'utilisation des terres communes. La moitié du paiement est versée à l'église (pour éviter la tâche compliquée de payer séparément chaque propriétaire privé des différentes parcelles de terre) et l'autre moitié est payée en travail pour l'entretien des pâturages. En plus de s'occuper de ses propres moutons, il s'occupe également des moutons et des chèvres des paysans d'Alunișu. Pour ce travail, il est payé environ 7,5 euros par animal et par saison (sept mois). Il rapporte 40 litres de lait par animal qu'il traie. Le reste du lait est pour lui.

Ainsi, par exemple, si une famille a six moutons qui passent l'été avec lui, il touche (6 x 7,5 euros) 45 euros et la famille reçoit (6 x 40 litres) 240 litres de lait. Ce lait est reçu en quantités de 50 à 100 litres à la fois et est utilisé par les familles pour la fabrication du fromage. Actuellement, le berger livre le lait et la famille lui fournit des repas pour la journée.

Cette méthode de donner et de recevoir associe les anciennes traditions avec les nouvelles circonstances et maintient le fonctionnement de toute la communauté. Sans accès aux terres communes, les paysans locaux ne seraient pas en mesure de garder leur vache, mouton ou chèvre familiale. La structure de leur vie, et tout le mode de subsistance de la communauté, périrait.

Le lait des moutons est principalement utilisé pour le fromage. L'éleveur fait du fromage tous les jours dans l'étable et le vend localement. Le lait que les villageois reçoivent est utilisé pour leur propre consommation. Le prêtre du village est aussi devenu un fromager : il achète le lait de la vache des villageois et le lait des moutons de l'éleveur et il fait son propre fromage. Il a commencé à devenir fromager lorsqu'il a vu que le camion de collecte du lait avait cessé de se rendre à Alunișu.

La récolte du lait s'est arrêtée car le village relativement petit n'était pas viable économiquement pour la coopérative laitière (étant maintenant la propriété de FrieslandCampina, une entreprise laitière multinationale dont le siège est aux Pays-Bas). Avec ce changement, les villageois ont constaté qu'une part importante de leur revenu quotidien avait disparu. Ils auraient été forcés de vendre leurs vaches si le prêtre n'était pas intervenu et

n'avait pas commencé à acheter le lait. Actuellement, il existe un équilibre fragile bien que fonctionnel entre les animaux, la terre et les villageois.

L'avenir

Les terres communes sont sous pression, pas seulement à Alunişu. Le remembrement des terres, l'achat à grande échelle de terres par de grandes entreprises, la diminution du nombre d'agriculteurs et la répartition inégale des subventions de la politique agricole commune européenne sont quelques-unes des raisons qui expliquent cette situation.

L'existence des terres communes est cruciale pour la continuité de l'agriculture de subsistance. La réémergence des terres communes pourrait aider les agriculteurs déjà présents et les nouveaux venus à gérer un petit nombre d'animaux tout en maintenant l'accès à suffisamment de terres de pâturage. Ce modèle pourrait faire une grande différence dans la viabilité et les nombreuses petites fermes agroécologique.

Outre les nombreux avantages directs que les terres communes donnent aux petits agriculteurs, la communauté dans son ensemble profite de l'enrichissement naturel et culturel. Les pâturages communs abritent beaucoup plus d'espèces de plantes et d'animaux que les pâturages de monoculture des fermes industrialisées, et les liens sociaux accrus contribuent à rendre la communauté locale plus résiliente.

Conseils pratiques:

- Repenser et être flexible avec le concept des biens communs. Les coopératives et les associations, officielles ou non, peuvent aider à gérer ensemble les pâturages. Plusieurs petits agriculteurs peuvent se regrouper, répartir le travail et demander des subventions plus facilement.
- Les « citoyens non agriculteurs » et les nouveaux venus dans le secteur agricole sont susceptibles d'être intéressés par un projet.
- Penser au « concept de village ». Le proverbe africain « Il faut tout un village pour élever un enfant » peut se traduire par « il faut tout un village pour avoir un troupeau ».
- Garder un œil sur les fonds européens de développement.
- Être bien informé sur la dynamique agricole dans votre région afin d'éviter les déceptions inattendues ou de ne pas rater des possibilités surprenantes.

Les éleveurs du village (crédit photo Lars Veraart).
--

Fromage de mouton (crédit photo Lars Veraart)

Suggestions politiques :

- Valoriser et protéger les terres communes restantes et recréer des terres communes qui auraient été perdues.
- La politique agricole commune (CAP) de l'UE a accordé davantage de subventions aux petits agriculteurs.

- Politique locale : transparence pour les jeunes agriculteurs et les nouveaux venus. La politique nationale devrait soutenir les consultants locaux et les chaînes alimentaires courtes (« de la ferme à la table »).
- Les petits agriculteurs agroécologiques doivent être reconnus comme des contributeurs essentiels à un nouveau modèle agricole durable.

Etude de cas 2 : Ecosse – Action collective pour l'accès aux terres

Les nouveaux venus dans le secteur agricole trouvent généralement que le plus grand défi consiste à trouver un terrain approprié. Roz Corbett est une aspirante agricultrice débutante qui a été inspirée par l'organisation française Terre de Liens, qui aide les paysans. Elle travaille avec le Scottish Farmland Trust et un réseau de fiducies foncières agricoles dans toute l'Europe pour aider les exploitations agricoles débutantes à accéder aux terres et à les gérer.

Assemblée générale du Scottish Farmland Trust crédit photo : Roz Corbett
--

En Europe, un nombre restreint mais significatif de personnes entrant dans la profession d'agriculteur sont issues de familles non agricoles³. Traditionnellement, les nouveaux agriculteurs sont les enfants des agriculteurs existants reprenant l'entreprise familiale, travaillant la terre possédée par leurs parents et leurs grands-parents. Cependant, les recherches suggèrent⁴ qu'il existe un nombre de plus en plus important de nouveaux venus qui se tournent vers l'agriculture comme mode de vie et apportent avec eux une approche de la gestion des terres qui combine une conscience moderne de la crise environnementale et une production alimentaire durable.

Certains de ces nouveaux venus créent notamment de petites exploitations biologiques où les chaînes d'approvisionnement sont plus courtes - vers un marché de producteurs locaux par exemple, plutôt que vers une grande chaîne de supermarchés.

L'un des défis les plus importants auxquels sont confrontés les nouveaux venus dans le secteur agricole en Europe est de trouver - et d'avoir accès - à des terres appropriées pour l'exploitation. D'autres problèmes majeurs consistent à apprendre comment établir et gérer une exploitation agricole, puis à trouver un marché où vendre les produits.

Comment les nouveaux agriculteurs peuvent-ils donc travailler ensemble pour créer des possibilités d'accès et de gestion collective des terres ?

Des initiatives ont été mises en place en Europe pour aider les nouveaux venus dans la profession d'agriculteur. En France, l'une des organisations pionnières est Terre de Liens (TdL), qui a été créée en 2003 pour apporter un soutien pratique aux petits exploitants ou aux paysans biologiques.

Terre de Liens aide ses agriculteurs à accéder à la terre en achetant et en louant des terres à des agriculteurs sous contrat à long terme pour qu'ils les exploitent de manière écologique à

³ Réseau européen d'accès à la terre. Les nouveaux agriculteurs européens: façons innovantes d'entrer dans l'agriculture et d'accéder à la terre (2018). Disponible sur: www.accesstoland.eu

⁴ Monllor i Rico, N. & Fuller, A. M. Nouveaux venus dans l'agriculture: vers une nouvelle ruralité en Europe. Documents d'Anàlisi Geogràfica 62, 531-551 (2016).

perpétuité dans le cadre de baux à long terme. Une approche collective de la gestion des terres sur les parcelles agricoles contiguës est essentielle. Chacune des exploitations agricoles fonctionne individuellement mais dans le cadre d'un plan plus large visant à fournir des services écosystémiques et à cultiver les aliments de manière écologique.

Leurs terres agricoles sont gérées avec la coopération et la collaboration des autorités locales et des citoyens par le biais d'événements tels que des ateliers et des visites de fermes, et en fournissant des produits frais aux magasins et marchés agricoles locaux.

Depuis sa création, Terre de Liens a soutenu, ou continue de soutenir, environ 200 agriculteurs sur 150 exploitations et a préservé 3 200 hectares de terres agricoles dans toute la France. Son action est essentielle car l'avenir de l'agriculture est une préoccupation majeure en France où, chaque année, environ 30 000 agriculteurs partent à la retraite, alors que seulement 13 000 nouveaux exploitants entrent dans la profession⁵. De plus, 72% des nouveaux agriculteurs aidés par Terre de Liens ne sont pas issus de l'agriculture familiale, bien qu'ils aient tous un intérêt marqué pour une carrière agricole.

Action collective créant des réseaux de fiducies foncières à travers l'Europe

Roz Corbett est une aspirante agricultrice qui a été inspirée par Terre de Liens au tout début du développement du Scottish Farmland Trust. « Beaucoup de gens veulent se lancer dans l'agriculture », dit Syas Roz, qui ajoute : « Je vis à Glasgow où il existe un énorme marché pour les produits alimentaires locaux avec un accès extrêmement limité à la terre, qui est très chère. Avec l'accès à la terre, je pourrais avoir une belle ferme qui pourrait employer beaucoup de gens, former d'autres nouveaux agriculteurs, fournir de la bonne nourriture et veiller à l'environnement. Je ne suis pas intéressée par la possession de terres. Je veux juste en prendre soin gentiment ».

L'Écosse a l'un des schémas de propriété foncière les plus concentrés d'Europe, ce qui rend très difficile de trouver des terres pour un nouveau venu. Toute terre mise en vente est coûteuse et est généralement vendue à des exploitations existantes et non mise sur le marché public. Il est également très difficile de trouver un logement. Les contrats de location sont également médiocres.

Les fiducies foncières agricoles sont une solution à ces deux problèmes, car elles permettent aux nouveaux agriculteurs d'accéder à des terres de n'importe quelle taille, moyennant un bail à très long terme.

Atelier sur le partage des semences –crédit photo Clem Sandison

La propriété de la terre en fiducie favorise une gestion de l'habitat à plus grande échelle dans les exploitations agricoles et facilite les chaînes d'approvisionnement collectives. Parce que les gestionnaires des terres savent que la terre sera protégée pour les générations futures selon le

⁵ https://www.accesstoland.eu/IMG/pdf/a2l_newentrants_handbook.pdf

même principe, cela leur permet de penser à plus long terme et de planter des arbres ou de restaurer les sols et les prairies.

En 2016, un membre du Scottish Farmland Trust, accompagné d'autres membres d'Allemagne, de Grèce et de République tchèque, s'est rendu en Grèce pour un programme d'une semaine de visites au personnel et aux locataires de Terre de Liens afin de partager des expériences et d'apprendre également d'autres compétences dont les entreprises ont besoin.

Lorsque Véronique Rioufol de Terre de Liens s'est rendue en Écosse pour un événement au Parlement, elle a rencontré la Scottish Land Commission pour les inciter à mettre en place un programme de démarrage d'exploitations agricoles et à discuter de la réglementation du marché foncier.

Selon Roz, « ces réseaux d'accès à la terre à l'échelle européenne vont créer une révolution dans la propriété et la gestion des terres en créant des fiducies foncières dans chaque région ».

Les terres agricoles écossaises

Conseils pratiques :

- La création de réseaux est le meilleur moyen de trouver l'aide dont vous avez besoin pour vous lancer dans l'agriculture.
- L'entrée dans une carrière agricole peut se faire par une formation formelle à l'université ou par une entrée progressive (apprentissage par la pratique).
- Identifier et cultiver des liens avec la communauté locale peut aider à obtenir des terres appropriées pour une fiducie de terres agricoles.
- Réfléchir à la façon dont « le tout peut être plus que la somme de ses parties ».

Recommandations politiques :

- Les gouvernements nationaux et l'UE devraient soutenir le financement des fiducies foncières par l'intermédiaire du budget du développement rural et comme moyen de parvenir à une gestion des terres plus durable sur le plan environnemental
- L'UE devrait accorder des subventions de capital d'amorçage aux nouveaux agriculteurs
- Les subventions doivent refléter les changements intervenus dans la communauté agricole en apportant un soutien à ceux qui ne peuvent pas bénéficier des subventions traditionnelles, notamment les agriculteurs plus âgés (de plus de 40 ans) ou un soutien à l'agriculture de niche et aux modèles innovants de gestion des terres comme l'agroécologie et l'agroforesterie.
- L'allégement fiscal des investissements sociaux aide réellement les fiducies foncières à s'établir.

Mouton écossais

Etude de cas 3: Italie - Action collective pour la régénération régionale

Les bio-districts italiens sont des actions collectives qui se déroulent au niveau régional et qui rassemblent la gestion des terres, la production d'aliments biologiques, la communauté locale, le patrimoine culturel et l'artisanat traditionnel. Andrea Ferrante est l'un des fondateurs du mouvement des bio-districts en Italie. Il explique comment la coopération entre les autorités locales, les agriculteurs, les marchés alimentaires et le tourisme soutient la biodiversité, les revenus des agriculteurs locaux, promeut le patrimoine culturel et l'identité locale et s'efforce d'encourager les jeunes à embrasser une carrière dans l'agriculture biologique à petite échelle.

Les bio-districts favorisent la collaboration entre les agriculteurs, les résidents locaux, les opérateurs touristiques, les autorités locales et d'autres institutions et organisations culturelles et historiques afin de revitaliser des régions entières sur le plan économique, social et environnemental.

L'Italie compte 30 bio-districts : le premier - le Bio-district del Cilento - a été créé en 2004 (bien qu'il n'ait été officiellement reconnu qu'en 2009) ; le plus récent - le Bio-district Maremma Etrusca e Monti della Tolfa - a été créé cette année (2020). Des bio-districts ont été créés dans toute l'Italie et -le Réseau international des éco-régions, créé en 2014, comprend notamment le Portugal, la France, l'Autriche, la Suisse et l'Espagne.

Le Biodistretto della Via Amerina e delle Forre est une association basée sur l'adhésion, qui comprend 13 municipalités de la province de Viterbe et l'association locale des agriculteurs biologiques (à 50 km au nord de Rome). Avec une population d'environ 70 000 habitants, il s'agit d'une collaboration de plus de 300 exploitations biologiques actives.

L'objectif principal de l'association est de promouvoir le développement durable au niveau territorial avec une approche agroécologique, qui inclut le tourisme durable, l'utilisation d'énergies renouvelables, les mesures de protection de l'environnement, la gestion durable des déchets et qui promeut l'économie circulaire.

Le biodistretto vise également à aider la communauté locale à passer à un modèle de production zéro émission. Le biodistretto promeut l'utilisation des énergies renouvelables et est l'acteur clé au niveau local pour créer les conditions permettant la réalisation du projet avec succès grâce à l'implication des autorités publiques locales, de la société civile et du secteur privé.

Azienda Lucciano crédit photo Andrea Ferrante

Amerina crédit photo Andrea Ferrante

Innovation durable

Je vis à Viterbe et j'ai été l'un des co-fondateurs du Bio-district della Via Amerina e delle Forre

à Viterbe, en Italie centrale, en 2011.

Je fais partie d'une coopérative agro-sociale qui gère une ferme maraîchère biologique de quatre hectares en Toscane et une ferme céréalière et de pâturage de sept hectares à Civita Castellana qui produit principalement des légumes biologiques pour les marchés locaux de la province de Viterbe et de Rome, qui se trouve à environ 50 km (30 miles) au sud. D'aussi loin que je me souviens, notre région - qui compte environ 70 000 habitants vivant dans un réseau de vieux villages ou de petites fermes - a effectué un mouvement biologique.

Dans notre bio-district, les agriculteurs et les producteurs fabriquent et vendent divers produits: vin, huile d'olive, fromages tels que la mozzarella et le fromage de brebis, produits de porc et safran. Nous avons une entreprise d'agrotourisme et une école internationale d'agroécologie appelée Schola Campesina.

De nombreux produits de notre région sont vendus sur les principaux marchés de Rome ou sur des marchés locaux plus petits. Pendant la pandémie actuelle de coronavirus, les habitudes des gens ont changé. Au lieu de manger au restaurant ou chez des amis, tout le monde mange à la maison pour le petit déjeuner, le déjeuner et le dîner. Les familles ont voulu acheter des aliments de bonne qualité et les agriculteurs ont donc mis en place des systèmes de vente directe aux familles locales. Ce type d'adaptation est la puissance des petits agriculteurs de notre bio-district - nous ne sommes pas reliés à un marché particulier et nous pouvons donc facilement nous adapter à différentes situations.

Les petits agriculteurs et producteurs qui vivent dans le Bio-district della Via Amerina e delle Forre sont des innovateurs. Je les appelle des innovateurs parce qu'ils ont adapté leurs méthodes agricoles traditionnelles aux exigences du monde moderne tout en restant axés sur la durabilité. Les agriculteurs ont de solides principes sociaux et culturels et travaillent en collaboration avec la communauté locale. Une partie de l'éthique du mouvement des bio-districts consiste à aller au-delà de la "ferme unique". En tant que coopérative, nous avons appris que nous sommes plus efficaces en travaillant en groupe de fermes qui incluent toute la communauté. Nous avons besoin que les agriculteurs et les personnes d'autres professions travaillent ensemble à un modèle durable de production et de distribution alimentaire.

Faire partie d'un bio-district peut également contribuer à protéger le territoire contre des menaces telles que le changement d'affectation des terres ou la pollution. Par exemple, il existe plusieurs anciennes carrières sur notre territoire, que certaines entreprises de traitement des ordures veulent remplir de déchets. Nous avons un grand nombre d'exploitations agricoles biologiques dans notre région et nous craignons que le fait de remplir ces carrières de déchets risquerait de polluer les nappes phréatiques et de nuire à la biodiversité et aux terres agricoles locales. Nous préférons plutôt une gestion durable des déchets et le recyclage de différentes fractions de déchets - organiques, plastiques, aluminium, verre et papier, par exemple - et nous voulons éviter une gestion non durable des carrières.

Un problème de fou

Notre région est l'une des principales régions productrices de noisettes en Italie. Autrefois, les exploitations de noisettes y étaient de petite taille, mais depuis les années 70, elles ont pris de l'ampleur. L'un des plus grands défis socio-économiques et environnementaux auxquels nous sommes confrontés dans notre bio-district est celui des plantations intensives de noisettes. En 2012, nous avons vu l'arrivée de grandes fermes qui cultivent des noix pour la multinationale de la confiserie Ferrero, qui produit du Nutella.

Certaines fermes biologiques de notre bio-district sont proches de la monoculture de noisettes et ces agriculteurs craignent que les pesticides utilisés pour cultiver ces noisettes n'aient des effets dévastateurs sur les insectes et les pollinisateurs essentiels. Une biodiversité réduite pourrait avoir un impact négatif sur les agriculteurs biologiques locaux qui s'appuient sur des méthodes de lutte contre les parasites basées sur la nature. Les agriculteurs de notre bio-district travaillent avec les autorités locales pour s'assurer que l'utilisation des pesticides est conforme aux directives de l'UE. En travaillant ensemble en tant que groupe d'agriculteurs, nous sommes plus forts et pouvons préserver la santé de l'environnement et des communautés locales.

La mise en place d'une approche agroécologique permettra une meilleure protection de la biodiversité locale et une réduction sensible des gaz à effet de serre.

Castel sant Elia- (crédit photo Andrea Ferrante)

Maintenir les vieilles traditions en vie

Un autre rôle important des bio-districts est d'améliorer l'éducation dans les écoles pour aider les enfants à comprendre le territoire et la valeur de l'agriculture biologique dans le cadre de la durabilité. Il y a vingt ans, les agriculteurs biologiques italiens étaient ridiculisés pour leur mode de vie alternatif, mais à présent, nous sommes considérés comme un élément central de la société.

Les agriculteurs biologiques sont reconnus par la communauté et nous sommes fiers d'encourager une nouvelle génération d'agriculteurs à exercer leur métier. Les jeunes ont le courage d'adopter une approche agroécologique et de prendre soin de l'environnement. Le Bio-district della Via Amerina e delle Forre est une coopérative sociale expérimentée qui aide les nouveaux venus à s'établir en leur fournissant des conseils sur les techniques agricoles et la recherche de terres.

Il peut être difficile de trouver des terres à cultiver, car les petits agriculteurs biologiques doivent faire face à la concurrence des grandes entreprises, qui investissent dans les grandes exploitations et font augmenter le coût des terres. Les exploitations de noisettes modifient la structure sociale des communautés locales en assimilant les nombreuses petites exploitations qui auraient été communes il y a 20 ans.

Perspectives d'avenir

Notre bio-district est une organisation juridique à but non lucratif qui regroupe des agriculteurs, des instituts culturels, des potiers artisanaux et des scientifiques de l'Université de la Tuscia de Viterbe. Nos projets futurs poursuivront notre travail sur la politique alimentaire locale, en abordant quatre domaines de travail principaux :

1. Adopter des pratiques agroécologiques durables couvrant 50 % de nos terres arables totales. Actuellement, environ 23 % de la superficie totale des terres arables du bio-district (le territoire des 13 municipalités) a été convertie à des pratiques biologiques ou agroécologiques.
2. Produire zéro déchet dans tous les villages.
3. Promouvoir des formes d'énergie renouvelable.
4. Encourager l'éco-tourisme en promouvant le chemin de la Via Amerina, établir un réseau local de musées et ouvrir un petit hôtel et des restaurants.

Pour illustrer notre travail, notre coopérative a loué une ferme à un agriculteur retraité qui ne voulait pas vendre ses terres. L'agriculteur soutient la coopérative grâce à ses connaissances et à sa sagesse, ce qui signifie que ses pratiques se poursuivront à travers les générations futures - c'est exactement le type de transfert de connaissances qui est typique d'un bio-district. Nous voulons faire en sorte que les villes et villages ruraux soient des lieux de vie attrayants où nos résidents peuvent jouir d'une qualité de vie élevée et où les jeunes peuvent trouver un emploi.

Dans les prochaines années, la coopérative commencera à exploiter une zone de Civita Castellana que nous avons louée à l'Église. Nous prévoyons d'utiliser ces terres pour des activités éducatives et nous souhaitons éventuellement cultiver et vendre des artichauts. La variété locale d'artichaut est appelée « carciofo di Orte » - Orte est un village situé le long de la rivière Tevere, au nord de la zone biologique. Les artichauts du Carciofo di Orte sont une spécialité régionale et sont reconnus par la région du Latium grâce à la caractérisation génomique. Nous envisageons de demander le statut d'indication géographique (IG), ce qui apportera une valeur ajoutée aux cultures. Le statut d'IG renforcera le réseau des agriculteurs locaux participant au programme visant à ressusciter cette ancienne variété qui constitue un lien précieux avec le patrimoine culturel de notre communauté.

Nous espérons que nous inspirerons les agriculteurs de toute l'Europe à créer leurs propres collectifs en travaillant ensemble pour dépasser leur fantastique individualité. La dynamique promue par le travail de ce bio-district et des nombreux autres en Italie est un exemple d'une nouvelle approche pour aborder les systèmes alimentaires et la nutrition de manière holistique et pour montrer que l'agroécologie est la voie à suivre pour passer de l'échelle locale à l'échelle mondiale.

Conseils pratiques :

- Dépasser la simple production alimentaire pour inclure d'autres secteurs, tels que le tourisme et l'artisanat.
- Adopter une approche globale et garder l'esprit ouvert pour travailler avec tout le

monde.

- Chaque région a besoin d'une attention particulière ou d'une spécialité basée sur l'environnement local et sa diversité naturelle et culturelle.
- Créer une association d'agriculteurs afin que les agriculteurs puissent travailler ensemble pour négocier avec les municipalités.

Recommandations politiques :

- Le gouvernement national devrait fournir un soutien financier aux associations d'agriculteurs et aux municipalités pour les initiatives territoriales régionales dans le cadre d'un plan national.
- Le financement européen du développement régional devrait soutenir le concept de bio-district.
- La création de bio-districts devrait s'inscrire dans le cadre des programmes de relance de l'économie verte de Covid-19, afin de promouvoir une croissance économique durable.
- Le concept de bio-district pourrait être lié au transport durable, par exemple en investissant à nouveau dans les trains.
- Les fiducies foncières devraient être intégrées au modèle de bio-district afin de permettre l'accès aux terres pour les nouveaux venus, en combinaison avec des lois limitant l'achat de terres par des entreprises situées à l'étranger.

Azienda Lucciano

Illustration

Étude de cas n° 4 : Royaume-Uni - Collaboration des réseaux de rétablissement de la nature du niveau local au niveau européen pour restaurer la biodiversité

Le Royaume-Uni fait partie d'un plan européen plus large visant à créer un réseau de corridors de biodiversité en reliant les initiatives de gestion des terres en collaboration afin de rétablir la nature dans l'ensemble du paysage. Sue Young, de The Wildlife Trusts, une organisation caritative britannique, explique comment un réseau national de la nature pourrait être mis en place dans tout le Royaume-Uni. Ines Cavill travaille au niveau local avec les agriculteurs et les gestionnaires des terres de la Char Valley dans le Dorset, dans le sud de l'Angleterre, dans le cadre d'un projet communautaire appelé « Lifelines », qui relie des zones ou des terres individuelles (quelle que soit leur taille) dans le cadre de cet ambitieux effort européen de gestion des terres.

La crise de la biodiversité

Il est essentiel de rétablir les écosystèmes au niveau local et au niveau du paysage. La perte de biodiversité mondiale est une crise qui se déroule à un rythme sans précédent dans l'histoire de l'humanité, selon la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques, un organisme intergouvernemental. La perte généralisée d'animaux, d'oiseaux, d'insectes et de plantes concerne de nombreux types d'habitats et couvre les environnements terrestres et aquatiques : un rapport du WWF⁶ publié en 2018 a révélé que les populations mondiales de la faune sauvage (poissons, oiseaux, mammifères, amphibiens et reptiles) avaient diminué en moyenne de 60 % entre 1970 et 2014. Les pertes ont été accélérées par des activités humaines telles que la déforestation, la pollution et le changement d'affectation des terres - certaines des activités destructrices sont dues à l'agriculture et à la production alimentaire ⁷.

Un écosystème sain est celui qui abrite un grand nombre d'espèces animales et végétales différentes. Cette biodiversité est importante pour de nombreuses raisons, notamment la santé des sols, le stockage du carbone, la pollinisation et les plantes pour les nouveaux médicaments - sans parler de la santé et du bien-être des êtres humains. La protection et la restauration de la faune et des écosystèmes sont urgentes, mais elles sont compliquées par la prise en compte nécessaire d'autres facteurs tels que l'agriculture et la production d'énergie. En conséquence les gouvernements, les organisations non gouvernementales, les agriculteurs et les universitaires étudient les moyens les plus efficaces d'utiliser les terres pour contribuer à la régénération de la nature.

Char Valley Stream- crédit photo Kit Vaughan

⁶ WWF. 2018. Living Planet Report - 2018: Viser plus haut. Grooten, M. et Almond, R.E.A.(Eds). WWF, Gland, Suisse.

⁷ Rands, M. R. W. et al. Préservation de la biodiversité: défis au-delà de 2010. *Science* **329**, 1298-1303 (2010). Doi: 10.1126/science.1189138

La stratégie de la Commission européenne en matière de biodiversité pour 2030⁸ discute d'un plan visionnaire à long terme pour restaurer la biodiversité. Un élément clé de la proposition de la CE consiste à atténuer la perte de nature - et à éviter l'extinction des espèces - en élargissant le réseau de zones protégées et en élaborant un plan européen de restauration de la nature.

La création de zones de préservation telles que les parcs nationaux est un moyen (traditionnel) de contribuer à la protection des espèces. Plusieurs initiatives encouragent des approches connectées de la préservation, telles que la préservation transfrontalière, et celles qui intègrent des avantages économiques sont de plus en plus importantes⁹.

La politique britannique en matière d'environnement dans les programmes de gestion des terres

Au Royaume-Uni, la Commission travaille sur un projet visant à inspirer une action collective pour établir des réseaux de restauration de la nature dans le cadre de ses nouveaux programmes de gestion environnementale des terres et d'un ambitieux « plan environnemental de 25 ans »¹⁰ qui s'aligne sur le plan paneuropéen visant à encourager le retour de la nature.

Des projets sont prévus dans le cadre de A Green Future : Notre plan de 25 ans pour améliorer l'environnement¹¹ afin d'inverser la perte involontaire de la nature sur terre, en eau douce et en milieu marin. Dans sa proposition, les stratégies spécifiques du gouvernement britannique comprennent la plantation de 11 millions d'arbres et la création d'un réseau de restauration de la nature, ce dernier ayant pour but de « protéger et restaurer la faune et la flore sauvages et de fournir des possibilités de réintroduire des espèces que nous avons perdues dans nos campagnes ».

Les pratiques agricoles sont essentielles à la réalisation de cette stratégie. Le changement d'affectation des terres pour l'agriculture a été l'un des principaux moteurs de la perte de biodiversité. Les subventions doivent soutenir l'agriculture agroécologique et l'agroforesterie afin de contribuer à la reconstitution des espèces en améliorant la santé des sols et en intégrant les marges et les haies de la faune sauvage pour stimuler les fleurs sauvages et les broussailles qui sont bénéfiques aux insectes, aux oiseaux et aux autres espèces sauvages.

En outre, un réseau de rétablissement de la nature aidera le Royaume-Uni à atteindre l'objectif 15 des Nations unies pour le développement durable : « Protéger, restaurer et promouvoir l'utilisation durable des écosystèmes terrestres, gérer durablement les forêts, lutter contre la

⁸ Commission européenne, Nouvelle Stratégie en Faveur de la Biodiversité pour 2030 Faire revenir la nature dans nos vies. EC: Bruxelles (2020).

⁹ Rands, M. R. W. et al. Préservation de la biodiversité: défis au-delà de 2010. *Science* **329**, 1298–1303 (2010). Doi: 10.1126/science.1189138

¹⁰ Département du gouvernement du Royaume-Uni pour l'environnement, l'alimentation et les affaires rurales. Document de politique du 10 mars 2020: Nature et pactes de préservation (parties 6 et 7). Disponible à: <https://www.gov.uk/government/publications/environment-bill-2020/10-march-2020-nature-and-conservation-covenants-parts-6-and-7> [accessed June 16, 2020].

¹¹ Gouvernement britannique. Un avenir vert: notre plan de 25 ans pour améliorer l'environnement (2018).

désertification, arrêter et inverser la dégradation des terres et mettre un terme à la perte de biodiversité ».

Pour atteindre ses objectifs de grande envergure, le gouvernement britannique va créer 500 000 hectares d'habitats riches en faune et en flore afin de relier les zones protégées existantes à travers différents paysages tels que les forêts, les régions côtières, les tourbières, les prairies et les broussailles. Cette mesure a l'avantage supplémentaire de nous donner plus d'espaces pour observer la faune et passer du temps dans la nature.

Créer un réseau pour la nature

Des organisations comme The Wildlife Trusts aident le gouvernement britannique à élaborer ses plans.

Sue Young explique : « Plusieurs branches du Wildlife Trust travaillent actuellement à l'élaboration de cartes du Nature Recovery Network pour leur région. Nous proposons que tous les réseaux de restauration de la nature cartographiés localement s'unissent pour former une carte nationale du réseau de restauration de la nature. L'idéal serait que les réseaux de protection de la nature s'étendent aux régions urbaines et rurales et relient les habitudes des animaux sauvages, en particulier celles des espèces qui dépendent de l'environnement agricole.

L'impact sur la faune et la flore sera bien plus important si les agriculteurs travaillent ensemble. Par exemple, la restauration d'une petite zone de prairie neutre isolée et riche en espèces aura un effet bénéfique sur la biodiversité. Toutefois, le choix d'une zone qui offre un lien fonctionnel, ou un tremplin, pour la dispersion aura des avantages bien plus importants que le choix d'une zone isolée. Le réseau de reconstitution de la nature offre donc la possibilité de guider l'application des fonds publics à la création d'habitats ou aux possibilités d'amélioration du réseau. Par exemple, les paiements doivent viser à créer des sols sains et des populations fortes et abondantes de pollinisateurs partout ».

Amener les réseaux au niveau local

Les habitants de la Char Valley dans le Dorset ont travaillé au niveau des villages pour mettre en œuvre cette stratégie britannique de restauration de la nature par une action collective entre les agriculteurs locaux, les villageois et le conseil paroissial. Après avoir déclaré une urgence climatique, le conseil local a lancé un projet au niveau des villages appelé « Lifelines » (lignes de vie), afin de promouvoir les corridors de faune sauvage dans la vallée de la Char et les zones environnantes. Ce projet encourage les agriculteurs et les propriétaires fonciers à s'engager à prendre des mesures telles que la réduction des pesticides et des herbicides, la plantation de haies ou d'arbres, la création d'habitats pour la faune et la flore sauvages et la mise en place de bordures de champs remplies de graines pour les oiseaux.

Ines Cavill, résidente locale et petite exploitante, déclare : « Beaucoup de jeunes de cette paroisse ont rejoint les grèves climatiques des jeunes, prenant le train des villages vers la ville locale d'Exeter pour demander que les adultes prennent des mesures pour inverser la crise climatique pour leur génération. En tant qu'adultes, nous avons été inspirés par leur passion et

avons déclaré une urgence climatique dans la paroisse. Il s'agit d'une approche volontaire basée sur la communauté, mais elle fonctionne pour inspirer et motiver les gens. Lorsqu'ils voient la carte se remplir de vert, ils réalisent que leur région du monde peut faire partie de quelque chose de bien plus grand et de très excitant ! ».

Elle explique que « le ministère britannique de l'agriculture va payer les agriculteurs pour la restauration de la biodiversité en versant des subventions agricoles pour encourager les agriculteurs à restaurer les écosystèmes à travers les paysages. Le projet va plus loin que les agriculteurs pour encourager une approche conjointe entre les agriculteurs et les résidents locaux, qui peuvent créer des habitats dans leurs jardins arrière ».

Le projet est coordonné par une petite équipe de résidents locaux qui souhaitent renforcer la santé et la résilience de la faune et des sols de la région en encourageant la création de corridors sans pesticides. Ils espèrent faire participer le plus grand nombre possible de résidents, qu'ils aient un lotissement, un petit jardin, une ferme ou un grand domaine. Le projet s'articule autour d'une carte interactive qui met en évidence, dans des zones vert clair, les terrains où les pesticides chimiques (insecticides, herbicides et fongicides) ne sont pas utilisés. Les résidents locaux qui souhaitent s'engager à gérer leur parcelle *sans* pesticides sont invités à participer au projet. Les agriculteurs non biologiques peuvent participer au programme en incluant des parties de leurs terres, telles que les bordures de champs, les haies ou les forêts, où aucun pesticide n'est utilisé.

Les propriétaires sont invités à « souscrire » au projet en s'engageant à gérer une zone délimitée dans l'intérêt de la faune et de la flore sauvages en évitant l'utilisation de pesticides et en gérant les terres de manière à permettre à la faune et à la flore sauvages d'utiliser la lumière du soleil, la couverture, les nutriments et l'eau là où ils ne sont pas utilisés autrement. Une fois qu'un propriétaire s'est porté volontaire, cette terre est ajoutée à la carte en tant que zone verte sur la carte Lifelines.

Les populations locales qui participent au projet sont encouragées à passer du temps dans les fermes et les forêts locales, afin d'acquérir des compétences en matière de gestion des terres et d'établir un lien avec la nature.

Char Valley Nature Recovery Network (carte) - crédit Lifeline Project

Un cadre juridique national pour soutenir les efforts communautaires

Malgré le large soutien du public, la mise en place d'un réseau britannique de protection de la nature ne sera pas facile. Les objectifs généraux définis dans A Green Future sont repris à la base et sont accueillis favorablement par les organisations caritatives environnementales britanniques, notamment The Wildlife Trusts¹² et Wildlife and Countryside Link¹³, mais certains demandent que cette vision devienne juridiquement contraignante.

¹² <https://www.wildlifetrusts.org/nature-recovery-network>

¹³ <https://www.wcl.org.uk>

The Wildlife and Countryside Link est une coalition de 52 organisations environnementales et de protection de la vie sauvage en Angleterre qui a travaillé avec le gouvernement pour conseiller sur un projet de loi sur l'environnement. Dans son rapport de 2019, Le Plan environnemental de 25 ans : Un an plus tard¹⁴, le Wildlife and Countryside Link a fait part de ses inquiétudes quant à la mise en place suffisamment rapide d'un financement suffisant et des fondements juridiques nécessaires pour assurer la protection des espèces et des habitats.

La coalition suggère que pour réussir dans son objectif d'établir un réseau de restauration de la nature, le gouvernement britannique doit travailler rapidement pour mettre en place une action locale tout en établissant une stratégie claire au centre du réseau. Elle exhorte le gouvernement à créer une loi par le biais du projet de loi sur l'environnement afin de garantir que des mesures soient mises en œuvre aussi efficacement que possible pour les générations futures.

Conseils pratiques :

- Un État ou un gouvernement doit être prêt à travailler au-delà des départements et même des frontières nationales pour atteindre les objectifs de protection de la nature.
- Les stratégies en faveur de la nature doivent fonctionner à un niveau local, vers le haut, et impliquer un large éventail de personnes - tout le monde peut y participer.
- Mettre en place une stratégie ayant des objectifs spatiaux et temporels clairs.
- Tirer les leçons des erreurs commises dans le cadre de projets antérieurs.

Recommandations politiques :

- Les objectifs visant à restaurer la nature doivent être juridiquement contraignants.
- Il faut prévoir des répercussions en cas de non-réalisation d'objectifs mesurables.
- Mettre en place une infrastructure pour la collecte, la gestion et l'interprétation des données environnementales.

Les habitants de la vallée de la Char profitent de la forêt –crédit photo Kit Vaughan

¹⁴ Wildlife and Countryside Link. *Le Plan environnemental de 25 ans : Un an plus tard* (2019).

Forêt hongroise

Laura Balázs est bénévole à la fondation hongroise 10 millions d'arbres. Elle explique ici comment le projet a débuté, le rôle clé joué par les communautés locales dans la plantation d'arbres et les projets de la fondation pour établir des forêts écologiquement diversifiées.

Pourquoi l'appelle-t-on 10 millions d'arbres ? C'est très simple : la Hongrie compte environ 10 millions d'habitants et nous aimerions que chaque citoyen plante au moins un arbre. Notre objectif est de planter des arbres de manière à préserver la biodiversité et à contribuer à la protection du climat. Nous construisons également la plus grande communauté éco-consciente, apolitique, non partisane, sans but lucratif à l'échelle nationale en Hongrie, afin de mobiliser tous les habitants de notre pays pour atténuer le changement climatique et d'autres problèmes environnementaux.

La structure organisationnelle

La création de notre fondation est inhabituelle car elle n'était pas prévue. Le mouvement - et la communauté et la fondation enregistrée qui en ont résulté - était une réponse spontanée à un post sur Facebook écrit en juillet 2019 par Iván András Bojár, historien de l'art, journaliste et rédacteur en chef.

Dans son post, Bojár a demandé à ses concitoyens de l'aider à planter 10 millions d'arbres pour contribuer à atténuer le changement climatique. En quelques jours, des milliers de personnes ont rejoint l'initiative, qui compte aujourd'hui plus de 35 000 adeptes sur Facebook. La Fondation 10 millions d'arbres¹⁵ compte actuellement environ 130 groupes locaux et 25 000 bénévoles.

La clé du fonctionnement de 10 millions d'arbres est la communication régulière entre les bénévoles. Chaque groupe local dispose d'une page Facebook et gère les tâches au niveau local. Ils ont également un représentant qui est en contact régulier avec l'équipe centrale de l'organisation.

L'équipe organisationnelle centrale dispose d'un personnel administratif et, surtout, d'un conseil d'experts comprenant Réka Aszalós, écologiste forestière à l'Académie hongroise des sciences (MTA), Balázs Bozzay, technicien forestier, et Balázs Zsolnai, expert en horticulture.

Les représentants des groupes locaux échangent régulièrement des conseils pratiques, par exemple sur la manière de contacter les autorités et les entreprises locales ou de collecter des fonds. Un espace en ligne partagé est utilisé pour stocker tous les documents importants - logos, photos, feuilles de calcul et listes de contacts - et est accessible à tous les représentants. Environ 70 % des représentants sont des femmes (pour la plupart dans la trentaine et la quarantaine)

¹⁵ <https://10milliofa.hu/>

et la plupart de nos adeptes sur Facebook et des membres des groupes locaux appartiennent également à cette catégorie.

Depuis le début, tout le monde a travaillé pour la fondation sur une base non rémunérée et volontaire. Nous essayons de devenir une organisation professionnelle, il semble donc inévitable que nous rémunérions à l'avenir quelques membres du personnel. Le financement du projet est assuré par des entreprises locales, de grandes sociétés et des dons privés.

Les moyens de renforcer notre communauté

Notre force réside dans notre communauté. Nous cherchons à trouver différents moyens d'impliquer nos volontaires et de les sensibiliser aux questions environnementales importantes.

Des groupes locaux organisent des événements communautaires de plantation d'arbres, qui peuvent être des expériences qui nouent des liens. "C'était la première fois que les habitants de notre village se réunissaient pour discuter d'une question locale", a déclaré le représentant de Bogád, un village du sud de la Hongrie, après une séance de plantation. Des groupes locaux ont conçu des idées novatrices pour aider davantage les installations locales : un groupe de Budapest a lancé un projet de jardin forestier comestible dans un refuge pour sans-abri ; le groupe de Nagykanizsa a planté des arbres dans un refuge pour chiens et dans l'établissement d'accueil temporaire pour les familles.

Nous considérons que la plantation d'arbres est un événement communautaire joyeux qui doit être célébré. L'année dernière, nous avons introduit une « journée de la vie », une semaine après la Toussaint. Lors de cette journée, des milliers de personnes se sont réunies en petits groupes dans tout le pays pour planter des arbres, organiser des pique-niques et d'autres événements communautaires. Les habitants du village de Szilasogony, qui compte principalement des Roms, ont planté autant d'arbres que le nombre d'habitants de leur village.

Pour célébrer la Journée de la Terre le 22 avril - qui cette année (2020) a marqué le 50^{ème} anniversaire de l'événement mondial annuel - nous avons prolongé notre activité de plantation d'arbres d'une semaine. La pandémie de SRAS-CoV-2 a fait que nous n'avons pas organisé de grands rassemblements, mais nous avons plutôt lancé notre propre chaîne de télévision. Nous avons invité des scientifiques, des musiciens, des journalistes et d'autres personnalités publiques à participer à des discussions animées sur la santé de la planète et sur l'avenir que nous souhaitons. Pendant notre Semaine de la Terre, nous avons organisé une émission en direct tous les après-midis. De nombreuses personnes ont apprécié de regarder les discussions en ligne et nous avons donc décidé de poursuivre le programme. Désormais, chaque mardi, nous diffusons un programme de jardinage pour discuter des questions liées à la plantation d'arbres. Parmi les sujets abordés nous mentionnons: la gestion de l'approvisionnement en eau, l'écologisation de Budapest et notre projet de « jardin comestible pour les sans-abri ».

10 millions d'arbres bénévoles de la communauté –crédit photo Laura Balázs

Nous collaborons avec d'autres organisations de plantation d'arbres pour discuter des moyens de renforcer notre pouvoir de lobbying ou de partager les ressources et la main-d'œuvre bénévole. Par exemple, si une organisation devait acquérir des terres mais ne disposait pas d'assez de bénévoles pour effectuer les plantations, d'autres organisations lui apporteraient leur aide. Des plans ont été élaborés ce printemps pour des plantations conjointes avec les filiales hongroises d'organisations internationales, notamment « Plant-for-the-Planet », une initiative et fondation de reboisement dont le siège est en Allemagne, et l'Institut Jane Goodall, une organisation de préservation dont le siège est aux États-Unis, mais qui a été reportée en raison de la pandémie. Nous avons également commencé à développer des liens solides avec les services forestiers hongrois et la société hongroise de jardinage.

La bonne espèce au bon endroit, au bon moment, avec le bon suivi

Lorsque nous planifions la plantation d'arbres dans un lieu public, la première démarche de nos bénévoles consiste à recueillir des informations sur les emplacements possibles. Ils vérifient le réseau de services publics sous-jacent en utilisant des cartes qui indiquent les conduites de gaz et d'eau. Ensuite, ils contactent les autorités locales pour obtenir l'autorisation de planter les arbres et le jardinier ou l'architecte de la ville au sujet des espèces d'arbres appropriées et des exigences en matière de taille - de nombreuses autorités municipales exigent que les arbres aient une taille voulue.

Avant de planter des arbres dans les cours d'écoles ou des institutions sociales, les groupes locaux contactent l'autorité compétente pour obtenir l'autorisation. Ils travaillent également en étroite collaboration avec des experts locaux tels que des jardiniers ou des horticulteurs. Les experts locaux proposent souvent des ateliers gratuits pour enseigner à nos bénévoles les techniques de plantation.

Arbres hongrois

Notre groupe de trois experts a réalisé un guide complet de 36 pages sur la plantation d'arbres pour aider les volontaires de chaque groupe. Le guide encourage la plantation d'espèces d'arbres indigènes telles que l'érable de Norvège (*Acer platanoides*), le hêtre européen (*Fagus sylvatica*), le frêne à fleurs (*Fraxinus ornus*) ou le chêne rouvre (*Quercus petraea*), pour n'en citer que quelques-uns. Il est tout aussi important d'éviter de planter des espèces envahissantes telles que le frêne vert (*Fraxinus pennsylvanica*), l'arbre du ciel (*Ailanthus altissima*), la digitale (*Paulownia tomentosa*), le faux acacia (*Robinia pseudoacacia*) ou le sureau (*Acer negundo*).

Nous accordons une grande importance à l'entretien des arbres. Les jeunes arbres ne peuvent survivre que s'ils sont entretenus pendant cinq ou même dix ans, surtout depuis que nous connaissons des conditions plus sèches chaque printemps. Des groupes de bénévoles veillent à ce que les jeunes arbres soient arrosés et taillés pendant le nombre d'années approprié. Souvent, les autorités locales apportent leur aide pour le suivi.

Des plans positifs pour l'avenir

Au cours des dix derniers mois, nous avons planté 34 960 arbres et 3 469 arbustes - soit un total de 38 429 plantes - dans des jardins privés, des espaces publics, des écoles et des institutions sociales.

Notre plan futur est de nous concentrer sur la création de forêts écologiquement diversifiées qui attirent des espèces et favorisent la biodiversité. Nous essayons de trouver des parcelles appropriées dans tout le pays et notre écologiste forestier est en train d'élaborer un plan scientifique. Nous faisons également pression pour créer davantage de brise-vent autour des champs agricoles et nous explorons des plans pour travailler avec des experts en agroforesterie, bien que les négociations soient toujours en cours. Notre objectif est de créer des forêts communautaires avec une grande diversité d'espèces indigènes.

Nous avons derrière nous une année formidable et passionnante et nous avons beaucoup de nouvelles idées et de nouveaux projets pour l'avenir. Nous espérons accroître le nombre de nos groupes locaux, poursuivre nos programmes éducatifs, travailler avec des organisations nationales et étrangères et - surtout - planter beaucoup d'arbres.

Conseils pratiques :

- Utiliser les plateformes en ligne et les médias sociaux pour rester en contact avec d'autres volontaires, partager des informations et faire connaître votre travail à d'autres personnes.
- Encourager la participation de la communauté en organisant régulièrement des réunions, des ateliers et des événements aux niveaux locaux, régionaux et nationaux.
- Veiller à ce que les arbres soient plantés de manière professionnelle en utilisant une espèce appropriée, au bon endroit, au bon moment de l'année et avec un suivi approprié.

Suggestions politiques :

- Chercher à obtenir le soutien du gouvernement ou de l'autorité locale pour aider les organisations de plantation d'arbres en leur fournissant des terres, de l'expertise et de l'eau.

Fumewort en fleur dans la forêt hongroise

Étude de cas 6 : Pays-Bas - Gestion des terres à l'échelle du paysage par une association de petits agriculteurs

Albert van der Ploeg et Wout van Vulpen de Northern Frisian Woodlands Association aux Pays-Bas, expliquent comment les petits agriculteurs individuels peuvent travailler ensemble par l'intermédiaire d'une association pour créer des contrats à l'échelle du paysage avec le gouvernement en utilisant le mécanisme de "porte d'entrée - porte de sortie" comme moyen d'économiser de la paperasserie tout en maintenant l'indépendance de leurs petites exploitations.

Au début des années 1990, suite aux préoccupations croissantes concernant la pollution nappes phréatiques et les pluies acides, La Haye a imposé de nouvelles réglementations aux agriculteurs afin de protéger le paysage et de réduire les émissions d'ammoniac et d'azote. Il s'agissait notamment d'injecter du fumier dans le sol au lieu de l'épandre sur le dessus.

Ces réglementations constituaient une grave menace pour les petites exploitations agricoles. Non seulement les nouvelles méthodes augmentaient les coûts, mais, surtout, certains agriculteurs soupçonnaient que les machines lourdes nécessaires auraient un effet néfaste sur l'état des sols et la qualité des eaux souterraines. En 1992, quatre hommes du nord de la Frise se sont réunis pour défendre leurs fermes et leur mode de vie. Il s'agissait de Fokke Benedictus, Pieter de Jong, Geale Atsma et Douwe Hoeksma.

Leur message à La Haye était qu'ils voulaient prendre soin de l'environnement mais qu'ils avaient besoin d'aide. Plutôt que de se voir infliger une amende pour ne pas avoir suivi les nouveaux règlements à la lettre, ils ont cru en une alternative. En tant qu'agriculteurs, ils voulaient prendre soin de la terre autant que quiconque, mais ils ont réalisé que, pour convaincre le gouvernement de leur engagement en faveur de l'environnement et de la valeur de leurs méthodes traditionnelles, ils devaient mieux comprendre les questions environnementales. Ils ont donc pris contact avec des acteurs spécialisés dans les domaines du sol, de l'eau, de la nature, du paysage, de la biodiversité et de l'alimentation afin de pouvoir présenter une proposition viable et bien documentée à La Haye. Lorsqu'ils ont pris contact avec d'autres agriculteurs, ils ont d'abord été confrontés au scepticisme, mais au cours des quatre années suivantes, ces hommes ont réussi à convaincre de nombreux agriculteurs et, en 1996, avec ses 60 membres, la Northern Frisian Woodlands Association (NFW) a présenté sa solution au gouvernement. Comme ils bénéficiaient du soutien scientifique des universités et des organisations de protection de la nature, démontrant que leur type d'agriculture était moins nocif pour l'environnement que celui des grandes entreprises agroalimentaires, le gouvernement était prêt à conclure un accord avec certaines exemptions.

Négociation collective

Bien que des associations agricoles aient déjà existé, la NFW était différente. Alors qu'auparavant, chaque agriculteur avait son propre contrat directement avec le gouvernement, la NFW négociait au nom de tous. La NFW désigne son grand accord régional avec le

gouvernement comme le contrat de « porte d'entrée », et détient de nombreux petits contrats avec ses membres à la « porte de sortie».

Les membres paient 35 euros par an pour faire partie de la NFW et acceptent de mener à bien leur activité spécifique, qui peut être, par exemple, de réduire les émissions dans l'exploitation ou d'encourager la biodiversité dans leur exploitation. Les agriculteurs en bénéficient car un agriculteur n'est généralement pas un écrivain ni un comptable - il y a des gens au bureau qui peuvent faire ces choses pour eux. En tant qu'association, la NFW est chargée de veiller à ce que tous les membres fassent ce qui a été convenu dans leurs contrats de porte de sortie, afin qu'ensemble, ils soient en mesure d'honorer le contrat de porte d'entrée avec le gouvernement. En continuant de la sorte, elle développe la confiance, ce qui est très important.

Au fur et à mesure que le modèle d'alliance s'est développé, d'autres associations se sont formées à travers les Pays-Bas. Lorsque la NFW a vu le jour, La Haye détenait 18 000 contrats avec des agriculteurs. Depuis 2016, ils n'en détiennent plus que 40. Chaque année, une consultation est organisée avec les parties prenantes, les partenaires de la région et les participants afin d'évaluer la façon dont les choses se passent. La NFW tient également des consultations régulières avec le gouvernement pour justifier sa politique et son approche, ainsi que pour examiner les réalisations et discuter des améliorations à apporter pour l'année suivante.

Travailler avec la nature

Tout comme une exploitation agricole se développe constamment, l'association est toujours en développement. Au départ, l'accord de la NFW avec le gouvernement était axé sur le paysage, mais il s'est étendu à la biodiversité et à l'éducation. En adoptant une approche innovante, chaque fois que la NFW négocie avec le gouvernement, elle adopte des solutions plutôt que des problèmes.

La NFW est à l'écoute de ses parties prenantes, qui comprennent les tendances en matière d'agroécologie et des enjeux environnementaux. L'association a toujours dit que « mesurer, c'est savoir ». Si les niveaux de pollution croissants sont imputés aux exploitations agricoles alors que les voitures ou l'industrie en sont la véritable cause, des tests seront nécessaires pour prouver que les méthodes des agriculteurs de la NFW ne contribuent pas au problème.

Les tests convainquent aussi bien les membres que le gouvernement car ils démontrent que la culture plus intensive n'est pas l'avenir. Certains membres pensent que l'agriculture intensive est l'avenir. Ils savent qu'il y a de l'argent pour la nourriture, mais s'ils produisent de la nature et des paysages, qui paie ? Donc, si la NFW peut leur montrer que leur production est améliorée - et donc devient plus précieuse - en pratiquant une agriculture inclusive avec la nature, leur perspective change. Les producteurs laitiers apprennent que l'entretien des arbres attire plus d'oiseaux, que les oiseaux mangent les insectes qui endommagent l'herbe, qu'il y a moins de besoins en insecticides, que le bétail consomme moins de produits chimiques et que la santé de leurs animaux s'améliore.

Le nouveau centre d'intérêt de la NFW sont les laboratoires de terrain. Des équipes dans les fermes testent des productions innovantes, pour voir quelles méthodes sont les plus inclusives de la nature. Depuis 2015, la politique agricole commune de l'Union européenne offre des subventions aux collectifs pour la gestion de la nature et des paysages. Si la NFW peut prouver que certaines méthodes agricoles aident nos gouvernements et nos municipalités à résoudre une partie du problème climatique, l'association peut recevoir des fonds pour d'autres innovations.

La NFW prévoit 150 projets au cours des cinq prochaines années. Plus l'association en découvrira en travaillant avec l'université de Wageningen aux Pays-Bas et les agriculteurs de la NFW autour de l'agroécologie, plus elle pourra espérer influencer la politique aux Pays-Bas et même dans toute l'Europe.

La NFW a invité un groupe d'enfants de l'école primaire à sortir de la salle de classe et à aller aux champs. Ensemble, ils ont construit de petites maisons en bois et leur ont appris comment maintenir le paysage en forme - sur les insectes et autres animaux sauvages. Les enfants savent ce qu'est un ordinateur, mais ils n'avaient jamais vu une vache ! Une fois à la maison, ils peuvent partager leur journée avec leurs parents et d'autres membres de la famille et, de cette façon, de nouveaux liens sont établis entre les générations.

Protéger les connaissances traditionnelles

Aujourd'hui, dans la province de Frise, il y a 800 membres de la NFW - non seulement des agriculteurs mais aussi des habitants qui soutiennent ce qu'ils font. Les membres reçoivent régulièrement des informations par le biais de bulletins d'information et de réunions dans les champs. La rotation des membres est peu importante. La plupart des agriculteurs quittent NFW parce qu'ils prennent leur retraite ou parce que leur exploitation est très grande. Et le départ a des conséquences financières, ce qui a pour fonction, en partie, d'encourager l'engagement à long terme.

L'objectif de l'association reste une agriculture saine, au sein de la communauté, en équilibre avec l'environnement. Parallèlement, les cinq valeurs fondamentales sont : la confiance, la transparence, la communication, le travail de tout cœur et le savoir.

La NFW a une longue histoire de confiance avec le gouvernement et ses membres. Il s'agit d'un modèle ascendant : les agriculteurs n'apprécient pas que le gouvernement leur dise comment faire les choses, mais l'association leur donne habilité et les encourage à avoir des ambitions personnelles pour leur région. Ils peuvent travailler avec les scientifiques en faisant des suggestions à partir de *leur* expérience dans leurs fermes en utilisant les connaissances transmises par leurs ancêtres - ils ont la possibilité de montrer au gouvernement comment ils peuvent améliorer les choses.

Il existe un mot en langue frisonne : Mienskip. Il se traduit approximativement par « *communauté* », mais plus complètement il signifie utilisation commune, ou action commune pour réaliser quelque chose - être responsable de quelque chose ensemble et s'assurer

conjointement que les choses réussissent. Cette approche a toujours bien fonctionné pour la NFW, qui continuera donc à l'utiliser.

Conseils pratiques :

- Présenter des solutions à l'organisme régissant et obtenir le soutien d'organismes externes tels que des chercheurs universitaires et/ou des organisations à but non lucratif.
- Veiller à ce que les cotisations des agriculteurs soient aussi faibles que possible.
- Fournir aux membres un soutien administratif tel que la comptabilité.
- Travailler dans la transparence et encourager l'engagement de la communauté par le biais de conférences et d'événements éducatifs.

Recommandations politiques :

- Dans cet exemple d'approche territoriale de la gestion collective des terres, les petits agriculteurs ont conclu un accord régional avec le gouvernement. Le projet était - et continue d'être - dirigé par les agriculteurs et non par des fonctionnaires.
- Le fait de travailler ensemble en tant que groupe d'agriculteurs avec un seul contrat entre les agriculteurs et l'État profite à toutes les parties. Les agriculteurs en profitent parce que des décisions importantes peuvent être prises en groupe ; l'État en profite parce que le collectif veille à ce que tous les agriculteurs respectent les accords contraignants.
- Un exemple de la manière dont un modèle ascendant, dirigé par les agriculteurs, permet d'établir une relation de confiance entre les agriculteurs et l'État.

Agriculteur de la NFW

Conclusion

Les histoires inspirantes présentées dans cette publication, Collective Approaches to Land Management, illustrent comment des méthodes innovantes peuvent fournir des solutions efficaces et réalisables pour rétablir notre paysage, nos économies et notre avenir. Le fil conducteur de toutes les études de cas est la coopération.

La terre est un écosystème complexe de relations - la coopération entre toutes les parties de cet écosystème la maintient saine et abondante pour tous.

La réalisation d'une véritable coopération dans le cadre d'un projet, en particulier si celui-ci implique diverses parties prenantes qui peuvent avoir des idées différentes, peut être un long voyage qui nécessite de l'engagement. Travailler ensemble avec de nombreuses personnes est une tâche compliquée, mais les efforts investis peuvent être fructueux et peuvent rassembler une communauté.

Il peut sembler décourageant pour un nouveau venu dans le domaine de la gestion des terres de décider comment et où commencer le projet qu'il a choisi. Mais comme l'illustrent les études de cas, nous pouvons apprendre des autres et, une fois inspirés, faire les premiers pas.

Le Tao Te Ching chinois dit que "Le voyage de mille kilomètres commence par un seul pas". Peu importe l'ambiguïté de la tâche, la longueur du voyage ou la difficulté du travail, un mouvement est toujours nécessaire pour l'entamer. Si une initiative est prise, le reste de l'entreprise se met en place, et la mission commence.

Vous pouvez commencer par convoquer une réunion de personnes partageant des idées similaires, rassembler des agriculteurs pour les inspirer ou visiter d'autres projets, organiser une première journée de plantation d'arbres ou faire une exposition à la foire du village. Une fois que les gens sont inspirés, l'idée peut se développer et chacun peut apporter ses propres compétences.

Le village de Transylvanie a réalisé que les biens communs sont essentiels à la poursuite de l'agriculture de subsistance dans la région et, bien que les biens communs soient sous la pression de pratiques telles que l'achat à grande échelle de terres par de grandes entreprises, il a adopté des techniques traditionnelles de gestion des pâturages et préserve les anciennes traditions pour maintenir la communauté en vie grâce à l'utilisation des terres communes.

En Italie, les bio-districts ont vu le jour lorsque les producteurs de la région se sont réunis pour résister aux monocultures de noisettes. Mais ils ont atteint une telle résilience qu'en dépit de la pandémie de coronavirus, les producteurs et les cultivateurs locaux italiens ont prospéré puisqu'ils étaient en mesure de s'adapter et d'innover.

Les nouveaux réseaux de rétablissement de la nature au Royaume-Uni font partie d'un plan européen plus large visant à créer des corridors de biodiversité en encourageant les agriculteurs à travailler ensemble. Ce projet sera mis en œuvre à l'échelle de l'UE si les citoyens européens font pression en ce sens, mais tant que les politiques ne seront pas en place, les gens travaillent du début à la fin. Dans la vallée de la Char, les habitants ont été inspirés par le jeune gréviste climatique du village pour déclarer une "urgence climatique" au conseil municipal et lancer le projet Lifelines afin de créer des réseaux de restauration de la nature sur leur lieu de vie et de travail.

Les citoyens hongrois étaient également préoccupés par le changement climatique et ont pris l'initiative de faire quelque chose d'audacieux. Le projet hongrois "10 millions d'arbres", qui vise à planter un arbre par habitant du pays, a fêté son premier anniversaire au début de l'été 2020 et est en bonne voie pour créer des forêts écologiquement diversifiées dans le pays avec l'aide des agriculteurs, des écologistes et des habitants locaux qui plantent des jeunes arbres.

L'Association des forêts de Frise septentrionale aux Pays-Bas a débuté avec seulement quatre agriculteurs qui ont uni leurs forces pour protéger leur mode de vie traditionnel et pratiquer une agriculture respectueuse de la nature. L'association compte aujourd'hui 800 membres et collabore avec des chercheurs en agroécologie de l'université de Wageningen. Même en tant que petits agriculteurs agroécologiques, ils travaillent ensemble pour apporter de grands changements à l'échelle des paysages.

Chacune de ces initiatives a pris les mesures nécessaires pour débiter, en commençant notre voyage vers la restauration des terres.

Nous pouvons apprendre d'eux à suivre les schémas de la terre et à acquérir les compétences de coopération nécessaires pour la gérer ensemble. Il faudra savoir écouter et être capable d'admettre que parfois vous avez tort et que d'autres ont raison ou qu'il faudra peut-être trouver un compromis. Il faudra aussi, dans de nombreux cas, recommencer lorsque les choses tournent mal. Mais les avantages de la coopération peuvent aller au-delà des difficultés et nous ne devons pas avoir peur d'essayer.

Illustration

Peu importe ce que vous pouvez faire, ou rêver de faire, commencez à le faire.
L'audace a du génie, du pouvoir et de la magie en elle ! - Goethe